

l'observatoire de l'Aigoual

un équipement scientifique centenaire
dont l'utilité n'a tenu longtemps qu'à un fil

par Denis Poupardin

INRA, UR Politiques agricoles, 65, bd de Brandebourg, 94205 Ivry cedex

« *Ea quae didicerant cum civibus suis aliquando communicare non poterant* »
(Cicéron, *De natura deorum*, 1, 8)

La communication a tendance, on le sait, à devenir chaque jour plus envahissante. En gagnant, un à un, tous les secteurs d'activité et en les assujettissant à ses lois, elle est parvenue à élargir ses prérogatives et à imposer, peu à peu, sa domination. Devenue le remède miracle à tous les maux dont souffre la société, elle a acquis aujourd'hui un prestige à nul autre pareil. N'est-elle pas appelée, en effet, à faire disparaître les zones d'ombre et les incompréhensions qui se cachent encore dans ses nombreux replis ?

Les forêts, dont les hautes frondaisons invitent à la modestie et au recueillement, semblaient pouvoir échapper encore longtemps à son emprise, mais voici leurs gestionnaires rappelés soudainement à l'ordre et sommés d'expliquer à un plus large public les principes éthiques et professionnels, mûris au dedans d'eux-mêmes, qui commandent à leurs actions : « Forestier, tu dois communiquer ! ». Lors du dernier colloque de l'Agence nationale de création rurale¹, Ch. Dereix, chef du département de la Communication à l'Office national des forêts, a exhorté les gestionnaires de la sylvie à s'engager dans cette voie pour essayer de répondre au mieux aux demandes toujours plus nombreuses et contradictoires des usagers : « Grand public et forestiers évoluent dans deux mondes très différents », a-t-il expliqué. « Le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne vivent pas la forêt de la même façon. Le grand public vit dans l'instant présent, le forestier est souvent dans le long terme. Derrière le petit semis de 10 cm, là où le promeneur ne voit qu'une horrible broussaille, le forestier voit déjà le chêne de deux cents ans. Le forestier se projette en permanence dans le futur, il a tendance à négliger le présent et à le vivre comme un magnifique futur en germe. Le grand public ressent la forêt comme un espace de permanence, d'immobilisme. Le forestier y voit, au contraire, un perpétuel changement qu'il lui faut guider, un fragile équilibre où chaque élément a sa place, mais dont il doit organiser l'évolution [...]. De plus en plus citadin, le grand public connaît de moins en moins la forêt. Il comprend mal les actions du forestier ».

Pour pressante qu'elle soit, cette invitation à communiquer n'apparaît pourtant pas très nouvelle. A la fin du siècle dernier, Charles Braillard invitait déjà ses collègues de l'administration forestière à prendre des initiatives pour réussir à mieux faire comprendre aux autres les raisons de leurs actions : « Vous gagnez à être connus et on vous connaît trop peu », faisait-il alors remarquer. « Ne craignez

pas de vous produire. Avant les arbres, voyez les hommes [...]. Aujourd'hui, la facilité des voyages, la bienveillance de l'administration supérieure, la création de sociétés forestières vous donnent les moyens de vous réunir entre vous et à des hommes éclairés. Usez-en largement »².

Conseil plus facile à donner qu'à suivre, reconnaissait toutefois C. Broillard à l'époque. Les difficultés auxquelles ses collègues étaient confrontés sur l'Aigoual, pour installer une ligne téléphonique entre l'observatoire et les vallées avoisinantes n'étaient-elles pas là, en effet, pour lui rappeler qu'il ne suffisait pas, en matière forestière, d'avoir un message clair et des moyens matériels de le transmettre à autrui pour réussir à entrer en communication avec lui ?

Un observatoire au service des populations cévenoles

Transportons-nous en août 1896, au sommet de l'Aigoual. L'inspecteur forestier G. Fabre accueille, à l'observatoire, les membres du Club cévenol qui ont exprimé le désir d'y tenir leur congrès annuel et d'effectuer, un an après la fin des travaux, une visite complète des bâtiments et des installations. Conscient de ses devoirs d'hôte, il les conduit, en premier lieu, à la tour d'angle d'où ils peuvent découvrir une vue d'ensemble du site et se faire une idée des travaux de reboisement qui ont été réalisés un peu plus bas. C'est évidemment, pour lui, l'occasion de commenter le paysage splendide qu'ils ont devant les yeux, et de leur expliquer les changements qu'il conviendrait d'introduire dans les systèmes de mise en valeur des hautes terres cévenoles pour que les habitants des villages puissent accéder, à terme, à une plus grande aisance.

Le temps est révolu où il leur fallait produire sur place tout ce dont ils avaient besoin pour vivre, fait-il remarquer. Le développement des moyens de transport et l'amélioration des voies de communication les ont libérés définitivement de cette contrainte. Les habitants de la région ont tout intérêt, en conséquence, à délaissier les anciennes cultures vivrières, fort exigeantes en travail et peu respectueuses du milieu naturel, pour s'adonner à la production de biens qu'ils sont capables de vendre avec la plus grande marge de profit. L'élevage bovin, qui valorise bien les ressources fourragères, leur offre, sans doute, des perspectives lucratives intéressantes, mais celles-ci ne doivent pas leur faire oublier les avantages que peut procurer la « dépaissance » des moutons qui sont les seuls à pouvoir tirer parti des terrains de parcours les plus pauvres ou les plus difficiles d'accès. Les éleveurs locaux, s'ils veulent obtenir des performances zootechniques plus élevées, devraient songer toutefois à garder moins de bêtes dans leurs troupeaux et à les tenir mieux. Ils seraient bien avisés, par ailleurs, d'accorder plus de soins à leurs prés de fauche, en faisant appel davantage à l'irrigation et à la fumure : le surcroît de fourrage ainsi obtenu leur permettrait de ne plus envoyer dans les sous-bois les troupeaux y chercher leur pitance. Le bétail ne s'en porterait que mieux, n'étant plus soumis aux fatigues et aux pertes de poids que leur imposaient jusque là des marches exténuantes. La végétation forestière, trop vivement sollicitée, retrouverait, par ailleurs, ses droits, faisant disparaître peu à peu les ravines profondes qui avaient tendance, par endroits, à se creuser sous son couvert.

G. Fabre expose ainsi à l'auditoire, qui se presse autour de lui, les changements qui devraient être apportés aux systèmes de production agricole et pastorale de la région. Il explique que le reboisement, loin d'être une panacée, n'est qu'une façon, pour lui, de hâter le retour souhaitable de la végétation « naturelle » sur les pentes ravinées ou menacées gravement par l'érosion. Utile pour réparer des dégradations ponctuelles occasionnées par des imprudences ou des abus de jouissance inconsiderés, il ne saurait s'étendre toutefois sur des terrains qui se prêtent encore bien à la culture et à l'élevage, sous peine d'en chasser très vite habitants et troupeaux.

Mais comment réaliser toutes ces transformations, souhaitées par les populations locales et conformes à l'intérêt général ? Comment arriver à obtenir qu'elles se combinent entre elles et se succèdent, de la façon la plus harmonieuse possible ? Acquis aux bienfaits de la science, G. Fabre explique que c'est en mettant à la disposition des décideurs les données scientifiques qui leur font aujourd'hui gravement défaut que les Pouvoirs publics les aideront le mieux à discerner les changements qui vont le mieux dans le sens de leurs intérêts et les modes d'action les plus judicieux pour obtenir leur réalisation³.



« T.E. 74. L'Observatoire du Mont Aigoual - L'Entrée, altitude 1567 mètres
Le principal sommet des Cévennes, but d'excursion, magnifique panorama »
Dessin CB, d'après une carte postale.

Reprenant les conclusions d'un rapport qu'il avait envoyé en ce sens à son administration, le 23 mai 1883, il rappelle l'attrait que la flore de l'Aigoual exerçait déjà, à l'époque de la Renaissance, sur les botanistes de la faculté de Montpellier⁴, et la nécessité de poursuivre sur place des investigations et des expérimentations dans les domaines les plus variés, pour rester fidèle à la tradition qui a toujours fait de la région un haut lieu scientifique : « La création en ce point d'une station forestière et agricole paraît toute indiquée. Sa proximité de Montpellier permettrait, en quelque sorte, de rattacher ses travaux et ses études à ceux de l'École d'agriculture. On contribuerait ainsi à resserrer encore les liens qui doivent unir l'enseignement des écoles à l'étude, sur place, des lois qui régissent le développement et l'acclimatation des grands végétaux forestiers. C'est que l'acclimatation de certains arbres de la région méditerranéenne préoccupe, en ce moment, les agriculteurs du Languedoc. On espère trouver, dans divers conifères d'Orient, des essences précieuses à croissance rapide qui permettraient de reboiser certaines pentes sèches des Cévennes. En créant sur l'Aigoual une station expérimentale de reboisement, l'administration pourrait fonder un arboretum rival de celui des Barres et pourrait certainement élucider les questions aujourd'hui mises à l'étude par la Société d'acclimatation (dans un ordre d'idée très voisin, rappelons que cette même Société a institué, depuis vingt ans, sur la montagne de l'Aigoual, une station d'élevage et d'essais pour les vaches ou boeufs du Tibet)⁵ ».

Intéressé tout particulièrement par les questions forestières, G. Fabre explique à ses visiteurs que, durant les premières années de sa carrière, il avait surtout préconisé l'emploi d'espèces indigènes pour effectuer des reboisements (il avait établi, dans ce but, un tableau synoptique des essences les mieux adaptées aux divers milieux), mais qu'il avait vite compris la nécessité de mettre en place « une chaîne de stations d'essai des essences exotiques » (en installant des arboretums dans des situations variées de sol, de climat et d'altitude) pour donner des informations à l'administration sur la possibilité d'utiliser, localement ou en dehors de la région, des espèces plus variées et plus productives dans la constitution des peuplements définitifs⁶.

Les arboretums et les équipements météorologiques installés sur l'Aigoual devaient être gérés, pour G. Fabre, « comme annexe et dépendance d'une station de recherches pour la région du Languedoc » et organisés « sur un pied analogue à celle de Nancy ». Dans un rapport qu'il envoyait à son administration, le 14 mars 1891, il ajoutait : « L'utilité de cette station de recherches est indiscutable, car il faut bien l'avouer, les recherches des forestiers ont été jusqu'ici bornées aux forêts de l'Est ou de l'Allemagne ou aux reboisements des Alpes. On trouvera des sujets d'étude non moins intéressants dans les forêts mal connues du Midi de la France ou dans la question qui est loin d'être épuisée de la restauration des montagnes en sol granitique. La science forestière, en effet, comme toute les sciences d'observation, est faite de vues d'ensemble et de généralisations. Elle ne doit pas être arrêtée, et pour ainsi dire figée, sur un ou deux points spéciaux de la France. Elle exige des études longues et minutieuses qui nécessitent la continuité et l'esprit de suite dans la gestion de la station de recherche ».

Le dispositif scientifique imaginé par G. Fabre comprenait ainsi des arboretums, chargés de fournir aux reboiseurs des informations précieuses sur les essences forestières offrant les meilleures chances de réussite, et un potager expérimental à l'Hort-de-Dieu, destiné à donner des renseignements sur les cultures pouvant être envisagées utilement à haute altitude.

Mais la pièce maîtresse de ce dispositif était, pour G. Fabre, l'Observatoire qui couronnait l'oeuvre de restauration de l'administration forestière sur les hautes terres cévenoles et devait permettre plus facilement de l'admirer. Bâti avec le concours financier de sociétés savantes ayant répondu aux appels du général Perrier, membre de l'Institut, et du professeur Viguiier de la faculté des sciences de Montpellier⁷, l'édifice était aménagé, en effet, pour loger toute l'année un observateur et un chef de triage, à charge pour eux de collecter sur place et de transmettre, plusieurs fois par jour, des données climatiques au Bureau central de météorologie, à Paris. Comportant des pièces d'habitation et des bureaux réservés aux officiers forestiers, il était destiné également à offrir un abri aux chercheurs de passage, désireux d'entreprendre ou de poursuivre *in situ* des investigations biogéographiques, botaniques ou géologiques, ou qui souhaitaient pouvoir se livrer, à haute altitude, à des expériences agronomiques originales.

L'observatoire de l'Aigoual était conçu toutefois pour s'intégrer dans un ensemble plus vaste : comportant une pièce spéciale pour hiberner « la graine » de ver à soie, il était, en effet, destiné à abriter, derrière ses murs épais, des instruments de météorologie et de physique (spectroscopie et magnétisme), ainsi qu'un puits aménagé pour y installer un séismographe. Il était entendu que les personnes qui y travailleraient engageraient, par ailleurs, des études sur la dynamique des bassins versants. « Des reboisements et des gazonnements sont projetés dans un vaste périmètre entourant le sommet », explique Georges Fabre dans un rapport adressé au conseil du Bureau central météorologique, en avril 1887. « Il sera facile, en observant une série nombreuse d'hygromètres, de pluviomètres et d'évaporomètres, suffisamment espacés, de suivre en terrain boisé, herbe ou dénudé, l'influence de chaque sorte de sol et du développement progressif de la végétation. Des appareils de jaugeage permanents, placés sur les ruisseaux, feront connaître le rapport des débits superficiels à la pluie tombée, selon que la terre végétale sera plus épaisse, plus riche en humus, et plus anciennement plantée »⁸.

Centre de recherche à vocation pluridisciplinaire, l'observatoire de l'Aigoual est destiné ainsi, dans l'esprit de G. Fabre, à promouvoir et à coordonner, à une échelle plus large, des analyses et des études synthétiques sur les milieux montagnards méditerranéens. Il fait partie, sans doute, du réseau des stations météorologiques qui sont hissées, à la fin du XIX^e siècle, au sommet des montagnes (Ventoux, Puy de Dôme, Pic du Midi), pour étudier les variations de température et de pression qui déterminent, à l'échelle du pays, le déplacement des grandes masses d'air. Mais il a aussi pour mission de recueillir, sur place, des données climatiques qui, confrontées à d'autres, pourront aider à établir des cartes générales du temps et, se révéleront, en conséquence, fort utiles aux populations voisines, en les mettant en garde contre les risques de gels, de chutes de grêle, d'orages ou d'inondations⁹ dont elles sont menacées. Perdu entre le ciel et la terre, éloigné des passions communes et des intérêts subalternes, l'observatoire de l'Aigoual est appelé à offrir un refuge à des hommes de science compétents et zélés, ayant fait voeu de solitude et de pauvreté, sachant observer les nuées et découvrir dans leurs configurations étranges les signes inquiétants des calamités à venir¹⁰.

Mais, cette forteresse austère, ce monastère laïc, impassible et attentif en même temps à la peine des hommes, ne peut jouer le rôle tutélaire et prophétique que lui ont assigné ses constructeurs¹¹, que si une ligne de téléphone est installée, lui permettant de communiquer facilement avec l'extérieur¹². Pour contribuer à l'édification et à la mise en garde des populations qui vivent en contrebas, il est obligé de se faire entendre d'elles, mais aussi de se mettre à leur écoute. Les vases ne sont pas seuls, en effet, à avoir envie de communiquer ! Tel est bien le message que G. Fabre tente de faire comprendre à ses supérieurs hiérarchiques, en 1887, avant même que les travaux de construction de l'observatoire n'aient vraiment commencé. Mais, à la différence de la plupart de ses collègues qui, méfiants à l'égard des expérimentations, se contentent de ressasser le même discours convenu sur les bienfaits de la forêt, il aura bien du mal à obtenir de son administration, hostile au bavardage, les fonds nécessaires à la pose et à l'entretien de lignes téléphoniques. C'est ce que nous allons voir en reconstituant, à partir des documents retrouvés en archives¹³, les étapes marquantes de leur installation.

Des lignes téléphoniques et télégraphiques capricieuses

Des lignes privées, au service exclusif de l'administration forestière

L'administration forestière, qui s'est résolue à investir des sommes importantes dans la construction de l'observatoire de l'Aigoual, est sans doute fort désireuse, en 1887, de limiter là ses engagements financiers. Mais, pour activer les travaux de construction qui prennent du retard, pour assurer une surveillance plus stricte des chantiers, relancer entreprises et fournisseurs, assurer la transmission des dépêches météorologiques, elle accepte néanmoins d'installer, au mois d'avril, deux lignes privées (un fil unique servant à la fois au téléphone et au télégraphe¹⁴), reliant l'observatoire aux bureaux de poste



ci-contre :
Carte de situation
 (la longueur du segment
 représente 50 km)

de Valleraugue et de Meyrueis, en passant par la maison forestière de la Seyrèrède¹⁵. Un crédit de 5 200 francs est ouvert à cet effet. Les travaux, confiés à l'administration des Postes et Télégraphes pour faciliter les démarches (approbation du tracé des lignes, autorisation de survol) et accélérer la fourniture et la pose des appareils, s'avèrent toutefois plus coûteux que prévu. Les frais de déplacement du directeur des Postes et de ses adjoints s'ajoutent, en effet, à ceux occasionnés par l'exploitation, le débardage et le transport des bois, absorbant une partie importante du budget initial.

Le service forestier, dont les moyens d'action se révèlent insuffisants, est obligé, en conséquence, de limiter temporairement ses ambitions à la construction de la seule ligne télégraphique et téléphonique reliant l'observatoire de l'Aigoual au bureau de poste de Valleraugue. L'installation, réalisée non sans mal, donne satisfaction, du moins dans les premiers temps : grâce à elle, les officiers forestiers, affectés sur l'Aigoual, peuvent transmettre, chaque jour, leurs ordres à leurs subordonnés et faire venir rapidement du fond de la vallée les denrées diverses (graines, plants, fumier, outils, matériaux de construction) dont ils ont besoin pour approvisionner le chantier de construction de l'observatoire et les chantiers de reboisement, qui sont en pleine activité. G. Fabre se félicite, en août 1890, des facilités plus grandes qu'elle offre à tous pour travailler : « Les services rendus par cette ligne sont inappréciables à ce point qu'on peut hardiment dire que la construction même de l'observatoire dépend du bon fonctionnement du téléphone. Ce fonctionnement est, pour le moment, parfait. Tous les petits dérangements locaux dans les postes ont été réparés par nous-mêmes et sans frais ». Le receveur des postes de Valleraugue, qui reçoit du sommet de l'Aigoual une dizaine d'appels par jour, oublie sans doute parfois de faire les commissions dont il est chargé ou d'envoyer une personne aller chercher en ville le correspondant demandé. Mais G. Fabre ne s'en émeut guère, croyant davantage, pour stimuler sa mémoire et le rappeler à ses devoirs, aux vertus d'une indemnité accordée, chaque année, pour le dédommager du travail supplémentaire qui lui est demandé, qu'à la dénonciation de ses manquements à ses supérieurs hiérarchiques¹⁵.

Mais il faut pourtant se rendre à l'évidence : trois ans après son installation, la ligne de téléphone suscite, chez les forestiers, un moins grand enthousiasme. Usure accélérée du matériel ou mauvaise qualité des installations ? Le fait est que beaucoup se plaignent d'éprouver de grandes difficultés à joindre leurs correspondants et d'être contraints de procéder, sans cesse, à des réparations pour remettre en état une ligne souffrant de dérangements : « Depuis le 23 septembre dernier, signale G. Fabre en 1891, les appareils ne fonctionnent plus. Des dérangements produits, sans doute, par des orages ont polarisé les piles. Il y a lieu de faire vérifier les appareils par un employé technique du service des télégraphes du Gard et de les remettre en état de fonctionner, avant le 14 juin prochain, date de la reprise complète du travail de construction des voûtes en ciment à l'observatoire ».

Les pannes dont se plaignent les agents forestiers sont particulièrement nombreuses à certaines époques de l'année : « Les communications avec la maison forestière de la Seyrèrède, interrompues depuis le 20 janvier, ont enfin été rétablies », apprend-on en lisant le registre de 1893. Mais, dans la nuit du 3 au 4 juin, le vent a soufflé en rafales. « Des quatre poteaux du télégraphe plantés dans le remblai devant l'observatoire, deux ont été arrachés et les autres fortement ébranlés. L'échelle posée pour donner accès à la tour a été projetée dans la cour. Le garde-fou de l'échafaudage, côté est, a été arraché, quelques tuiles enlevées au toit du vestibule est ». Quelques semaines plus tard, de nouveaux dégâts sont déplorés, provoqués cette fois par la foudre. Les orages qui éclatent à la fin de l'été sont particulièrement redoutables. « La foudre, qui s'est abattue le 1^{er} août, a mis tous les appareils hors d'usage », signale Dhombres, en 1895. « Une personne, dans le bureau de poste de Valleraugue, a été renversée et retrouvée évanouie. Le receveur et sa femme ont vu le galvanomètre passer entre eux avec la vitesse d'un projectile lancé par l'explosion de la foudre. Le même coup de foudre a également brisé ou détérioré 10 poteaux de la ligne Valleraugue-La Seyrèrède ». Quelques années plus tard, c'est la maison forestière de la Seyrèrède qui est saccagée par les orages : « Les 4 personnes qui s'y trouvaient ont été jetées à terre. Les appareils téléphoniques ont subi des dégâts considérables. Les câbles de plomb ont fondu et ont été volatilisés. La chambre où se trouvaient les appareils a été remplie d'une fumée âcre, tenant à la volatilisation des enveloppes de gutta-percha ; tous les murs sont criblés de microscopiques fragments de cuivre. 3 paratonnerres sont hors d'usage ». Les orages perturbent et interrompent souvent les communications, mais les gardes forestiers arrivent à réparer d'autant plus vite leurs dommages, sur place, qu'ils sont plus faciles à détecter. Il n'en est pas de même de ceux qui sont occasionnés par l'action conjuguée du vent et du froid. En effet, les manchons de givre, qui se forment l'hiver le long des fils, entraînent souvent leur rupture, en leur imposant des charges excessives. « La ligne de Valleraugue fonctionne bien tant que dure l'été », constate G. Fabre

dans un rapport qu'il envoie à son administration, le 10 juin 1893. « Mais, dès que surviennent les premiers verglas du mois de novembre, le fil aérien est brisé dans toute la traversée de la haute montagne (3 km), partie nue et sans abris. Malgré d'incessantes réparations accomplies par le personnel forestier, par des froids intenses, les communications ne peuvent être assurées d'une façon sérieuse et utile, depuis novembre jusqu'à la fin de mars, soit pendant près de 5 mois ».

Les défaillances de la ligne aérienne, installée entre l'observatoire de l'Aigoual et le chef-lieu de la commune de Valleraugue, via la Seyrède, ont évidemment un caractère exaspérant pour les agents forestiers qui souffrent des retards et des désorganisations qui surviennent, à tout moment, dans la bonne marche des chantiers. Mais, avec la fin des travaux de construction de l'observatoire, ces dérèglements accidentels sont considérés comme franchement inadmissibles. La transmission des données météorologiques recueillies au sommet de l'Aigoual est, en effet, un devoir qui réclame toute leur attention, s'ils ne veulent pas être accusés de s'être engagés inconsidérément dans des dépenses somptuaires et inutiles¹⁷. Comprenant la nécessité d'améliorer les communications téléphoniques, ils décident, en 1895, de faire construire la seconde ligne téléphonique et installer un câble souterrain dans la partie du trajet la plus exposée aux intempéries.

La construction d'une ligne reliant la maison forestière de la Seyrède au bureau de poste de Meyrueis avait déjà été envisagée en 1887, mais ce projet, nous l'avons dit, avait été ajourné, faute de crédits suffisants : la ligne prévue devait se diriger « en ligne droite sur le hameau du Bonheur, et de là, par l'ancienne route départementale sur un morceau de la série de Saint-Sauveur, dit le Champ rouge ». De là, elle devait descendre « à la maison forestière de Saint-Sauveur pour remonter aussitôt sur la crête de la montagne (du Parc aux Loups) et de là, à Meyrueis, par l'ancienne route départementale ».

Les agents forestiers, qui réussissent à obtenir une participation financière des communes de Meyrueis et de Millau¹⁸, réalisent, en 1895, le doublement de la ligne pour apporter une sécurité plus grande dans l'acheminement de la dépêche météorologique¹⁹. Les travaux sont effectués, cette fois, en régie. Les préposés, qui demeurent toute l'année à l'observatoire de l'Aigoual, ont la faculté d'envoyer désormais les résultats de leurs relevés météorologiques au bureau de poste de Valleraugue ou, en cas d'empêchement, au bureau de poste de Meyrueis. Les pannes qui perturbent la transmission de leurs messages restent toutefois nombreuses, en raison de l'allongement du réseau, non assorti d'un accroissement du nombre des agents préposés à la surveillance et à l'entretien des lignes : « La ligne de Valleraugue est arrivée en bout de course », avertit G. Fabre, le 18 avril 1897. « Les 500 poteaux de pin sylvestre qui ont été utilisés n'ont pas été injectés. Beaucoup d'entre eux sont de ce fait pourris. Au lieu de les remplacer, on s'est borné à les raccourcir et à les replanter. Ailleurs, on a, par mesure d'économie, supprimé les poteaux pourris et cloué des isolateurs sur des arbres voisins. Il résulte de cela que la ligne est aujourd'hui dans un pitoyable état ».

Les responsables du service forestier auraient, sans doute, le désir de remettre en état cette ligne unifilaire²⁰, faite de bric et de broc, et rafistolée toujours à la hâte, avec des moyens de fortune. Mais comment arriver à se procurer à bon compte des poteaux pour remplacer ceux qui sont pourris, sans porter atteinte à la capacité reproductive des peuplements forestiers ? Les forestiers locaux ne sont-ils pas obligés déjà de demander, bon an mal an, à leur administration l'autorisation de couper 70 arbres en moyenne, pour remplacer les poteaux qui ont été détériorés ? Comment éviter en conséquence que les agents de l'administration ne soient accusés, pour assurer la transmission de la dépêche météorologique, de couper plus d'arbres qu'ils n'arrivent eux-mêmes à en replanter ? Comment empêcher que les nécessités de la conservation ne soient sacrifiées à celles, moins impérieuses, de la conversation ? « Jusqu'à présent, la forêt domaniale de Saint-Sauveur a fourni les poteaux nécessaires, rappelle Dhombres, à ce propos. Mais actuellement, il semble qu'il y ait lieu, renonçant à cet errement, de demander exclusivement au service téléphonique du Gard le matériel de ligne indispensable [...]. Lors de son acquisition par l'État, en 1880, la forêt de Saint-Sauveur avait été l'objet d'exploitations abusives par son précédent propriétaire. En 1887 et 1895, le service forestier a fait procéder à l'abattage d'un grand nombre de perches, destinées à l'établissement de deux lignes télégraphiques. Il résulte de cet état des choses que la forêt est dans l'impossibilité de fournir de nouvelles perches, si l'on ne veut pas compromettre son avenir ».

La nécessité de protéger les peuplements forestiers contre des coupes excessives est l'argument de circonstance derrière lequel l'Administration se retranche, au début du siècle, pour n'autoriser que des réparations sommaires sur les lignes existantes. L'argument est utilisé également pour repousser à plus tard la construction de lignes téléphoniques reliant les maisons forestières les unes aux autres²¹, bien



que le besoin en fût vivement ressenti, tant pour répondre aux besoins du service que pour améliorer les conditions de vie des gardes, condamnés, pendant les mois d'hiver, à vivre isolés, sans pouvoir faire appel à des médecins en cas d'accident ou de maladie.

Seule innovation technique tentée, à l'époque, en cette matière : le remplacement de la ligne aérienne par un câble souterrain (il s'agira en réalité d'un câble sous-marin²²), dans la partie du trajet la plus exposée aux intempéries (sur 3 km environ, entre l'observatoire et la maison forestière de la Seyrère). Plus de renversements fâcheux de poteaux à craindre, plus de ruptures de fil intempestives à redouter. La solution, qui ménage les intérêts de la sylve, semble à première vue n'offrir que des avantages. Mais les agents forestiers s'aperçoivent vite qu'une ligne souterraine, faite avec du fil de mauvaise qualité, peut être sujette à des pertes en terre étranges, aussi difficiles à repérer qu'à réparer. Alors qu'il leur suffisait précédemment de suivre un fil pour arriver à détecter l'origine d'une panne, ils sont obligés désormais de se faire souvent terrassiers pour vérifier l'état des fils, soupçonnés d'être la cause de toutes les avaries.



Des lignes téléphoniques privées, à usage partagé

Les forestiers qui travaillent sur l'Aigoual sont conduits toutefois, au tournant du siècle, à se poser de nouvelles questions. Quel statut donner, en effet, aux lignes téléphoniques qui viennent d'être construites à travers le massif? Qui doit effectuer les travaux nécessaires à leur entretien et en supporter le coût? Ces questions se posent, avec l'essor des activités touristiques dans la région (la découverte des gorges du Tarn, l'exploration des avens sur les Causses voisins) et les progrès de l'automobile. De toutes parts affluent dans la contrée des visiteurs en quête de nouvelles curiosités. Les plus intrépides d'entre eux manifestent le désir d'admirer le lever du soleil au sommet de l'Aigoual. Pour répondre à leur attente, le Club alpin français (CAF) demande en 1897 à l'administration forestière l'autorisation d'installer un refuge en bois, à proximité de l'observatoire. Dix ans plus tard, l'architecte Leenhardt dépose un permis de construire pour édifier, non loin de là, le Grand Hôtel de l'Aigoual. Une table d'orientation, offerte par le Touring club de France (TCF), est hissée sur la terrasse de l'observatoire pour permettre à ceux qui en ont entrepris la visite, de se repérer plus

facilement. Les projets d'un établissement hydrothérapique aux Trois Fontaines et d'un sanatorium sur l'Aigoual retiennent également l'attention.

Or, les touristes qui s'aventurent toujours plus nombreux au sommet de l'Aigoual²³ (les agents forestiers en poste à l'observatoire n'en comptent pas moins de 1 250, en 1898) expriment souvent le désir, avant d'y monter, de téléphoner à l'observatoire pour avoir une idée du temps qu'ils risquent de trouver là-haut. Aussi, la municipalité de Meyrueis demande-t-elle, en 1901, à l'administration forestière de bien vouloir s'entendre avec le service des PTT pour organiser à leur intention un service téléphonique payant. L'ingénieur Dussaut, qui estime que les lignes téléphoniques de l'Aigoual - construites par l'administration forestière pour ses besoins propres - ont un caractère privé, ne cache pas, au début, son hostilité à ce projet : « Il ne suffit pas que le public trouve un avantage incontestable à l'ouverture du bureau de l'observatoire à la téléphonie privée, fait-il remarquer (rapport daté du 29 janvier 1902), il faut encore et surtout que ce nouveau service ne nuise en aucune façon à celui des observations météorologiques, au vu desquelles ont été dépensés tant d'efforts, de talent et d'argent. Actuellement, l'observatoire est chargé d'assurer l'envoi quotidien du télégramme d'observations au bureau de Valleraugue, les communications téléphoniques entre Valleraugue et Meyrueis, celles qui s'échangent entre les maisons forestières de la Seyrèrède et de Saint-Sauveur, pour le service forestier. Le service télégraphique exige tout au plus une demi-heure de travail par jour. Quant au service téléphonique, ses exigences sont essentiellement variables d'un jour à l'autre, se réduisant parfois à zéro pour atteindre, dans certains cas, l'emploi de 2 ou 3 heures [...]. L'observateur a pu suffire jusqu'à présent à l'accomplissement de sa tâche télégraphique, téléphonique et météorologique, constate-t-il, mais qu'advient-il quand la cabine téléphonique de Meyrueis sera ouverte au public ? La tâche du téléphoniste de l'Aigoual sera singulièrement augmentée pendant les six mois de la belle saison ». A l'en croire, le risque que la qualité des observations météorologiques n'en pâtisse est à prendre au sérieux. Ne sont-ce pas elles, en effet, qui ont justifié les capitaux importants investis dans la construction de l'observatoire ? Dussaut entrevoit toutefois un arrangement possible : « Si la femme de l'observateur, secondée au besoin par l'épouse de l'auxiliaire, acceptait de prendre en charge toute la correspondance téléphonique, l'observateur y gagnerait pour le service météorologique tout le temps qu'il consacre actuellement à la téléphonie et verrait son traitement augmenter de la juste rémunération du travail de sa femme. Le service météo et le Trésor public y gagneraient également ». Mais Dussaut n'en reste pas là. Si la ligne téléphonique, construite par l'Administration forestière pour ses besoins propres, est convoitée par d'autres, cela veut dire, pour lui, qu'elle est d'utilité publique et que son entretien, en conséquence, doit être assuré et pris en charge par l'ensemble de la collectivité : « Du moment où le public sera admis à bénéficier d'une installation dont l'Administration forestière a fait tous les frais, il serait logique d'en conclure que l'administration des Postes et Télégraphes doit participer à l'entretien de la ligne dont le coût grève le budget des forêts d'une somme qui n'est pas inférieure à 1 500 francs par an. Il serait plus logique encore de charger l'administration des Télégraphes d'un entretien qui lui incombe, par destination, sauf à l'indemniser pour l'usage fait de la ligne, à l'occasion du service exclusivement forestier ».

G. Fabre est autorisé, en mai 1902, à engager des pourparlers avec l'administration des Postes et Télégraphes pour voir dans quelle mesure elle pourrait s'associer à la réfection et à l'extension du réseau téléphonique dans le massif forestier de l'Aigoual. Mais cette dernière se montre d'autant moins empressée à prendre financièrement en charge l'entretien de lignes forestières qu'elles sont peu rentables et en fort mauvais état²⁴. Ses réticences polies ont le don d'irriter l'administration forestière qui croit bon de rogner, en retour, l'indemnité annuelle qu'elle allouait jusque là aux receveurs des postes, malgré la recommandation contraire de G. Fabre²⁵. De 180 francs par an en 1901, celle-ci est ramenée à 85 francs en 1902, 80 francs en 1903, 50 francs en 1906. Cette baisse, justifiée par la dégradation de la qualité des communications téléphoniques²⁶, ne va guère contribuer à améliorer le fonctionnement de la ligne. « Le fonctionnement de la ligne télégraphique observatoire-Valleraugue a été des plus défectueuses, cette année », signale l'ingénieur Dussaut, le 24 décembre 1903. « 149 dépêches pour le service météo n'ont pu passer par cette voie et ont dû être transmises par Meyrueis. Les recherches les plus actives ont été faites pour remédier à ces dérangements, d'une part par le service forestier qui a multiplié ses investigations, d'autre part par le service des Postes et Télégraphes qui est intervenu, à plusieurs reprises, sans grand succès. Ce qu'il y a de surprenant, ce sont les intermittences singulières dans le fonctionnement de la ligne qui marche tantôt bien, tantôt mal, sans que personne ne sache pourquoi. Le receveur du bureau de Valleraugue pourrait peut-être fournir

quelques indications utiles, mais nous n'avons pas qualité pour les lui demander et avons dû nous borner à signaler le fait à M. le directeur des Postes et Télégraphes du Gard. »

Enquête faite, les soupçons se précisent : « Le 8 juin 1903, nous lui signalions déjà une interruption prolongée de la ligne. Le 9 juin, nous recevions de M. le directeur, une lettre nous informant qu'il était avisé par le receveur de Valleraugue que sa communication avec l'Aigoual était bonne, depuis le 9 juin au matin. Voilà donc une communication rétablie du soir au lendemain, comme par l'intervention d'une baguette magique. Mais le charme était bientôt rompu. A la date du 5 août 1903, une note de l'observateur Théron nous informe que la ligne a cessé de fonctionner depuis le 27 juillet et que tous ses appels à Valleraugue restent sans réponse. A la suite de notre réclamation verbale à la direction des Postes et Télégraphes, la situation se rétablit tant bien que mal. Le 7 août 1903, nous trouvant en tournée à l'observatoire, nous avons l'agréable surprise de constater un parfait fonctionnement de la ligne. Satisfaction, hélas, de bien courte durée, puisqu'à la date du 10 août 1903, nous sommes informés par l'observateur Théron que, depuis le lendemain de notre visite à l'Aigoual, la ligne n'a plus marché. Nouvelle réclamation de notre part. Elle a pour effet la reprise plus ou moins défectueuse du service, reprise surtout capricieuse puisqu'à la date du 26 août, l'observateur Théron nous informe que, dans le courant de la même journée, la ligne fonctionne pendant une heure et qu'une heure après, elle ne fonctionne plus ».

« Il fallait bien en finir, quitte à laisser l'infatigable bienveillance de M. le directeur des Postes. Celui-ci envoie à l'observatoire, le 16 ou 17 septembre 1903, un mécanicien spécialiste qui constate l'interruption de communication mais ne peut, malgré ses recherches, découvrir aucune cause de dérangement. Il part, le 19 septembre au matin, et dans cette même matinée, à 7 heures précises, la communication avec Valleraugue est rétablie comme par enchantement. Mais, épuisée sans doute par un pareil effort, la ligne, dès le lendemain, retombe dans son immobilité et dans son mutisme obstinés. Plus tard, elle reprend ses amabilités par intermittences, quand le coeur lui en dit. »

« En 1904, la ligne s'est montrée plus complaisante, ajoute Dussaut, mais elle ne paraît pas avoir modifié sensiblement son caractère tantôt boudeur, tantôt plaisant. La dernière de ses facéties s'est produite, il y a quelques jours, le 9 mars courant, date à laquelle, après s'être montrée réfractaire au passage de la dépêche officielle du Bureau central météorologique, elle a consenti, une heure après, à appeler le garde de la Seyrède pour le charger d'une commission particulière. C'est se moquer du monde avec une désinvolture peu ordinaire. »

Le fait que la dépêche météorologique envoyée par l'observatoire passe plus souvent par le bureau de poste de Meyrueis que par celui de Valleraugue, alors que le second avait été désigné officiellement pour rendre ce service en premier²⁷, crée des tensions et des jalousies entre les services des PTT du Gard et de la Lozère, que les forestiers arrivent mal à exploiter. L'administration forestière est accusée, en effet, d'avoir installé des lignes téléphoniques sans avoir pris les précautions d'usage élémentaires. Mais elle a beau multiplier les enquêtes et les vérifications²⁸, activer ses équipes de terrassiers pour montrer à tous que les fils électriques qui relient ses postes sont au-dessus de tout soupçon et que l'origine des pannes provient de la mauvaise qualité des appareils qu'on lui a fournis. Force est bien pourtant de se rendre à l'évidence : malgré les dénégations et les protestations véhémentes du receveur de la poste de Valleraugue, arguant de sa bonne foi²⁹, les recoupements effectués³⁰ aboutissent tous au même constat irritant : « Les communications sont bonnes, dès que M. Ribaud a connaissance de ma présence à l'observatoire, et deviennent instantanément nulles dès qu'il soupçonne mon départ de la montagne ».

G. Fabre se permet de rappeler à son homologue de l'administration postale que « la transmission de la dépêche est un service public qui intéresse à la fois le ministère de l'Instruction publique (le Bureau central de météorologie), le ministère de l'Agriculture et le public (sociétés d'agriculture de Nîmes et de Montpellier). Il est, en effet, de la plus haute importance scientifique que le télégramme quotidien parvienne à Paris avant 9 heures du matin, heure à laquelle on établit la carte du temps probable pour toute l'Europe. Il importe, par ailleurs, que ce télégramme passe par Nîmes où copie est transmise à Montpellier pour servir aux prévisions agricoles du Languedoc ». Son interlocuteur a beau jeu de lui faire remarquer que le nouveau gérant de l'observatoire n'a pas prêté le serment réglementaire auquel il est assujéti et n'utilise pas l'appareil Morse parce qu'il en ignore, à l'évidence, le fonctionnement. L'administration des Postes et Télégraphes manifeste toutefois clairement le désir d'en finir avec toutes ces mauvaises querelles : « Le goût de plus en plus marqué du public pour les stations de montagne,

les progrès de l'automobile et la création récente du nouvel hôtel du Mont Aigoual laissent présager une augmentation rapide du nombre des visiteurs français et étrangers», expose gravement son directeur, dans une lettre du 6 août 1908. « Il devient de plus en plus nécessaire, en conséquence, d'assurer entre le mont Aigoual et Valleraugue un service régulier et une communication télégraphique dont le fonctionnement sera toujours plus sûr que celui d'une communication téléphonique, les défauts de la ligne étant bien connus ». Soucieuse de trouver une solution de compromis acceptable pour toutes les parties, l'administration des FIT accepte, deux ans plus tard, de procéder, avec son matériel et son personnel, à la réparation de la ligne observatoire-Valleraugue, si les frais correspondants sont mis à la charge du ministère de l'Agriculture. Mais l'administration forestière ne donne son accord à cette proposition que si le département du Gard et la commune de Valleraugue contribuent également, pour un tiers chacun, au financement de la dépense. Des études sur la conductibilité des câbles l'ayant convaincue que « les pertes au sol pouvaient dépasser 70% », elle fait valoir, par ailleurs, la nécessité de revenir, sans délai, à une ligne entièrement aérienne (installée, cette fois, sous de jeunes peuplements de hêtre pour être davantage à l'abri des intempéries), dont les avaries, plus visibles, sont aussi plus faciles à réparer. Le refus de la commune de Valleraugue fait craindre, un moment, le capotage du projet. Mais le service des Postes et Télégraphes, poussé par le service de la météorologie agricole et pressé d'aboutir, décide néanmoins d'aller de l'avant. Considérant que le câble sous-marin est à l'origine de toutes les pannes survenues jusque là, il se résout à mettre en place, en novembre 1915, une ligne entièrement aérienne entre l'observatoire et l'Espérou, indépendante des autres lignes forestières³¹. Cette ligne, installée sans tenir compte de l'expérience des forestiers, va être l'objet toutefois d'interruptions continuelles, l'administration des PTT continuant à utiliser des poteaux longs, très espacés, comme en plaine et délaissant, dans le tracé des lignes, les bordures des chemins pour ouvrir des tranchées directes, plus courtes peut-être, mais plus difficiles à entretenir par la suite. Les dérangements qui affectent la ligne obligeront souvent l'observateur Périguy à prendre des risques considérables durant l'hiver, pour apporter, chaque jour, à ski la dépêche météorologique au poste téléphonique de l'Espérou.

Quand l'intérêt stratégique prend le pas sur celui du public

La situation confuse créée sur l'Aigoual par la présence de deux administrations rivales va se compliquer avec l'arrivée d'un nouveau protagoniste : le ministère de la Guerre. Le sommet des Cévennes a beau être fort éloigné de la zone des combats, le Génie lui découvre pourtant un intérêt stratégique essentiel. Regardant avec commisération les deux lignes télégraphiques et téléphoniques qui ont fonctionné jusqu'ici plutôt mal que bien, il décide, en 1916, de les remplacer, en enfouissant dans le sol (à 40 cm de profondeur environ), un câble de campagne, depuis l'observatoire jusqu'à l'Espérou (en évitant, cette fois, la maison forestière de la Seyrède): « Un artifice d'appareillage permettait de se passer du bureau de poste de l'Espérou pour ce qui était du télégraphe. Pour le téléphone, ce bureau donnait la communication vers Valleraugue »³².

Mais malgré toutes les assurances données par l'autorité militaire, cette troisième ligne, entièrement souterraine, construite avec du matériel de qualité médiocre, ne va guère mieux fonctionner que les précédentes, les agents forestiers, envoyés sur le front, n'étant plus assez nombreux pour assurer sur place la surveillance et l'entretien du réseau. En revenant dans leurs foyers, ceux-ci découvriront, avec surprise et irritation, les restes entremêlés des 3 lignes installées précédemment, entre l'observatoire et l'Espérou, et qui ont été déterrées ou laissées là, à même sur le sol. Avec les années de guerre, les fils ont rouillé ou se sont perdus dans la végétation, les parties aériennes et souterraines s'enchevêtrant souvent les unes dans les autres, dans un ensemble inextricable.

La paix revenue, les agents forestiers pourraient être tentés, sans doute, d'ajouter une ligne supplémentaire à toutes les lignes pourries et inutilisables dont les débris jonchent le sol, et de faire comme s'il ne s'était rien passé auparavant. Mais, obligés de faire des économies, ils vont essayer de démêler l'écheveau pour récupérer les parties pouvant encore servir et les raccorder entre elles. Cet effort pour joindre les deux bouts, s'il contribuera à réduire les dépenses, aura l'intérêt, par ailleurs, de réconcilier pour un temps les partisans des lignes aériennes (« ceux qui croyaient au ciel ») et les adeptes des lignes enterrées (« ceux qui n'y croyaient pas »), les incitant à concevoir et à mettre en oeuvre de nouvelles façons de faire : « J'ai cherché à y voir plus clair dans cette affaire, expliquera, en

novembre 1931, R. Ducamp, devenu entre-temps conservateur, mais il y a de quoi s'y perdre et ceux qui l'ont connue ou devraient la connaître semblent assez embarrassés pour dire où l'on en est et ce que sont devenues les lignes multiples "abandonnées" [...]. J'ai cru devoir demander des précisions au service technique qui déclare vouloir tout remplacer et estime que la seule façon d'en finir est de faire décider qu'une nouvelle ligne « sera posée par les PTT, aux frais de l'Agriculture » [...]. Je considère qu'avant de déclarer d'un coup de téléphone qu'une ligne est pourrie, il resterait à mettre les PTT dans l'obligation professionnelle de vérifier d'abord de temps à autre, à la bonne saison, les postes de l'Aigoual et de l'Espérou [...] et de s'assurer de leurs bonnes relations avec le câble souterrain lui-même ».

L'amélioration des rapports entre l'Administration forestière et le service des Postes va faciliter toutefois la recherche de nouvelles solutions techniques : « La ligne téléphonique de l'observatoire de l'Aigoual comprend, dans la traversée du plateau, une section souterraine utilisée en hiver et une section aérienne pour l'été », explique Andreu, dans un rapport qu'il envoie à cette époque à son administration. « Sur son parcours inférieur, la ligne est établie sur poteaux longs. A l'entrée de l'hiver, la ligne souterraine est mise en service, en remplacement de la ligne aérienne dont les fils sont décrochés et posés à terre pour éviter les ruptures dues aux vents, ainsi qu'au poids de la neige et du givre. Au printemps, les fils de la ligne aérienne sont raccrochés pour éviter à la ligne souterraine, les accidents dus aux différences de potentiel. La section normale de la ligne aérienne doit être annuellement entretenue ».

Ces pratiques nouvelles, substituant à des lignes disposées sur des poteaux fixes des fils baladeurs, (consacrant, en ce domaine, la victoire du nomadisme sur les pratiques sédentaires) contribueront sans doute à améliorer les communications de l'observatoire avec les vallées environnantes. Elles ne suffiront pas cependant à faire disparaître les grésillements et les interruptions imprévisibles dont elles étaient l'objet. Les forestiers affectés sur l'Aigoual auront à les supporter jusqu'en 1943, date à laquelle les météorologistes de l'Office national de météorologie prendront leur relève, mettant à profit les progrès apparus entre-temps dans la téléphonie sans fil et l'emploi des ondes hertziennes.

De la communication à l'excommunication

Enroulons le fil que nous avons suivi et essayons de comprendre où il nous a mené.

Convaincus des bienfaits à attendre du reboisement, G. Fabre et ses collaborateurs se mobilisent, à la fin du XIX^e siècle, pour racheter, au meilleur prix pour l'État, les espaces vacants qui se trouvent « libérés » par l'« exode rural » et le déclin des activités agricoles et pastorales. Mettant en oeuvre les résultats de la recherche, ils réalisent par ailleurs sur les pentes de l'Aigoual, semis et plantations.

Le travail auquel se livrent les forestiers réclame de leur part beaucoup d'adresse et de discernement. Jugés sur l'étendue des terrains qu'ils arrivent à acquérir et à reboiser, ils sont, en effet, contraints pour agrandir le domaine de l'État et y étendre le couvert de la sylvie, de négocier sans cesse avec les propriétaires fonciers de la région et de ménager autant leur susceptibilité que leurs intérêts. Mais ils doivent être attentifs en même temps à dissiper les soupçons d'une administration tatillonne et toujours méfiante à leur endroit. Jalouse de son autorité, celle-ci est tentée de réprover les arrangements tactiques de ses subordonnés, enclins à prendre trop de liberté avec les directives qu'elle leur a données. Mais il lui faut bien se résigner à les admettre, ne fût-ce que parce qu'ils conditionnent l'efficacité de leurs actions sur le terrain.

Sorti premier de l'école forestière de Nancy, après deux ans passés à l'École polytechnique, le conservateur G. Fabre gravit, un à un, les divers échelons de la hiérarchie et réussit à rester en activité, sinon au même poste, du moins dans la même contrée. Ses origines protestantes et familiales, sa bonne connaissance de la langue d'oc facilitent évidemment beaucoup les relations qu'il entretient avec les habitants de la région. Grâce aux informateurs dont il dispose dans chaque village, il est notamment tenu « au courant » de toutes les opportunités foncières qui peuvent être bénéfiques pour le service forestier.

L'intérêt qu'il porte aux populations cévenoles ne lui fait pas oublier pour autant les devoirs qu'il a envers son administration. Mais la marge de manoeuvre dont il dispose est singulièrement étroite. Pris entre le marteau et l'enclume, G. Fabre doit, en effet, louvoyer sans cesse et donner à chacun de ses interlocuteurs les apaisements et assurances qu'il réclame pour réduire les antagonismes et rapprocher les points de vue.

Mais c'est là que l'observatoire de l'Aigoual et sa ligne de téléphone prennent leur dimension métaphorique. Avec un moyen de communication unique et rudimentaire, G. Fabre pouvait-il espérer vraiment tenir le double langage, contraire à sa nature, qui lui était imposé ? Il avait beau avoir des qualités peu communes, reconnues par tous, il restait à l'évidence fort mal armé pour relever, à lui seul, ce défi. Accusé d'avoir détourné au profit de l'observatoire, des crédits destinés à la construction de petits barrages, il sera révoqué de son administration en 1908, « pour raisons disciplinaires ». Pendant longtemps, ses successeurs s'abstiendront d'évoquer les raisons de son renvoi brutal, de sa disgrâce soudaine³³. Les rares qui s'y risqueront se borneront à déplorer, à mots couverts, l'« incompréhension » fâcheuse, le « malentendu » regrettable dont il avait été victime, bref mettront en cause un dysfonctionnement accidentel dans le système de communication.

L'état défectueux des lignes téléphoniques sur l'Aigoual, les problèmes posés par leur réparation viendront sans doute longtemps des mauvaises relations entre l'Administration forestière et l'administration des Postes et Télégraphes. Mais ils seront également le reflet des incompréhensions, au sein même de l'administration forestière. Au contact de phytosociologues, comme Braun-Blanquet, Emberger, Kuhnholz-Lordat, les successeurs de G. Fabre, qu'il s'agisse du conservateur R. Ducamp ou de ses adjoints A. Flaugère et A. Joubert, entreverront, en effet, de nouveaux objectifs pour la sylviculture et des façons inédites de les atteindre. Mais les conceptions dissidentes qu'ils développeront en matière d'aménagement (« École de Nîmes ») seront considérées comme des entorses sacrilèges aux principes sylvicoles et aux dogmes officiels de l'école forestière de Nancy.

Un certain nombre de souscripteurs privés réuniront au décès de Georges Fabre (1909) des fonds pour déposer, en dehors des limites de la forêt domaniale, une plaque de marbre rendant hommage aux services éminents qu'il avait rendus. Mais il faudra attendre 1936, pour que Ph. Guinier, acquis à l'utilité de l'écologie végétale et inquiet à l'idée que la réussite des reboisements sur l'Aigoual ne soit attribuée à Charles Flahaut, un universitaire extérieur à l'Administration forestière, propose à celle-ci de reconnaître officiellement les mérites de G. Fabre en élevant un monument à sa mémoire. « Si Flahaut s'est occupé effectivement de questions forestières », fera-t-il remarquer en anticipant sur ce que Pierre Nora désignera plus tard sous le nom de « lieux de mémoire », « c'est à G. Fabre qu'il le doit : L'arboretum de l'Hort-de-Dieu, créé en 1902, n'est que la réalisation d'une idée de Fabre [...]. Or il ne m'a pas échappé que dans le public et dans certains milieux scientifiques, on a maintenant peut-être tendance à attribuer à Flahaut plus qu'il n'a fait et volontiers, on lui attribue des initiatives qui, en réalité, ont été prises par Fabre [...]. Trop souvent, ajoute-t-il, les forestiers fournissent des moyens d'action et aussi des idées aux scientifiques et le profit moral en revient trop exclusivement à ces derniers. Modestes par tradition et s'effaçant trop volontiers devant les hommes de science, les forestiers ne sont pas toujours considérés à leur juste valeur »³⁴.

L'administration forestière, qui n'a pas encore mis ce projet à exécution, s'est contentée de créer une maison Georges-Fabre à l'orée du massif. Est-ce l'effet d'une rancune tenace de sa part (l'« excommunication » prononcée étant devenue irrévocable) ou d'une erreur persistante dans sa politique de communication ? Tout se passe comme si, en n'arrivant plus à dissocier le nom d'un agent qu'elle avait réprouvé, de la forêt qu'il avait contribué puissamment à créer, elle n'avait pas eu d'autre issue que de faire d'un « bouc émissaire »³⁵ un héros pour essayer de bénéficier, en retour, de sa prestance et des qualités qui lui étaient reconnues³⁶. Cette façon de faire, dont les fondements se retrouvent dans plusieurs mythes (cf. R. Girard), est-elle venue des connaissances acquises dans les domaines de la propagation et de la répercussion des ondes sonores ou visuelles ? Il est difficile, sans doute, de répondre à cette question. Mais ce qui est sûr, c'est que les gestionnaires de la sylviculture, s'ils veulent se conformer aux dispositions du nouveau commandement et passer maîtres dans l'art difficile de la communication, devront apprendre aussi à gérer les ricochets et les échos •

Octobre 1994.

Bibliographie

- DEBAZAC E. F., 19XX. L'arborescence de l'Hort-de-Dieu. *Annales des sciences forestières*, 21, 23-84.
- GIRARD R., 1972. *La violence et le sacré*. Grasset, 532 pp.
- LACAZE J. F., TOUZETG., 1994. La recherche et l'innovation à l'Office national des forêts. *Arborescences*, 51.
- LARRERE G.R., NOUGAREDE O., POUPARDIN D., 1990. *Que faire du patrimoine forestier de l'Aigoual ?*, INRA-Ivry, 110 pp.
- LATOUR B., 1987. *La science en action*. La Découverte, 450 pp.
- NÈGRE M., 1931. *Les reboisements dans le massif de l'Aigoual*. Mém. Soc. Etude Sci. nat. Nîmes, 3, 135 pp.
- NOUGAREDE O., LARRERE G.R., POUPARDIN D., 1985. *La restauration des terrains de montagne, de 1881 à 1913 : l'Aigoual et sa légende*. Textes rassemblés par A. Cadoret, l'Harmattan, 24-40.
- POUPARDIN D., NOUGAREDE O., LARRERE G.R., 1988. *La constitution du domaine privé de l'État sur les hautes terres du Lingas et de l'Aigoual*. INRA, 187 pp.
- Poupardin D., Nougarede O., Larrère G., 1990. *Les travaux de génie civil et de génie biologique effectués sur l'Aigoual, de 1860 à 1940*. INRA, 230 pp.
- PROUST C., 1974. *L'Aigoual et son observatoire*. Imprimerie Arrières, Millau, 32 pp.

Notes

- 1 La forêt, les savoirs et le citoyen. Regards croisés sur les acteurs, les pratiques et les représentations. Le Creusot, du 17 au 19 novembre 1993.
- 2 Revue des Eaux et Forêts, 1894, p. 88.
- 3 Acte de foi dans les vertus de la science que l'on retrouverait sous la plume de beaucoup de forestiers contemporains (Lacaze et Touzet, 1994).
- 4 Il s'agissait de botanistes, comme Mathias de Lobel, Jean et Pascal Bahuin, Pierre Pena, Henri Choler, Thomas Platter, Charles de l'Ecluse, qui venaient déjà, au XVI^e siècle, herboriser sur les pentes de l'Aigoual ou rechercher des simples pour la fabrication d'onguents ou de médicaments.
- 5 Cité par C. Proust, 1974, l'Aigoual et son observatoire, documents historiques, panoramas, données météorologiques.
- 6 E.-F. Debazac reconstituera, en 1964, l'histoire des arborescences mis en place sur l'Aigoual : « Des plantations d'essences exotiques furent faites, à partir de 1885, près de la maison forestière de Saint-Sauveur de Pourcils, sur le versant atlantique de l'Aigoual, entre 900 et 960 m d'altitude, sur des terrains où affleurent des grès et des calcaires. Ces expériences furent continuées par des plantations faites en 1890, à côté de la maison forestière de Puéchagut, sur granité, à 1 000 m d'altitude, sur le versant méditerranéen, puis, à partir de 1900, par les plantations de l'arborescence de Lafoux, entre 900 et 1 020 m d'altitude, sur schistes, sur versant atlantique. Par la suite, à partir de 1902, cette expérimentation devait s'étendre, grâce à la collaboration de Ch. Flahaut, professeur à l'université de Montpellier, dans l'arborescence de l'Hort-de-Dieu ».
- 7 Si tout le monde s'accorde à reconnaître le rôle important joué par G. Fabre dans l'élaboration des plans et la surveillance des travaux, des querelles de paternité subsistent cependant : pour l'Office national des forêts (note de la direction régionale d'août 1976), « c'est à G. Fabre que revient l'honneur d'avoir émis le premier, dès 1869, l'idée de la construction d'un observatoire sur le mont Aigoual » ; par contre, pour le Club cévenol, il ne fait pas de doute que « l'idée de l'observatoire fut lancée, en 1882, par le colonel Perrier » (revue *Causse Cévennes*, 1984).
- 8 Cité par C. Proust, 1974.
- 9 « C'est à l'action du vent du sud-est qu'il faut attribuer les inondations qui ravagent périodiquement les vallées du Lot, du Tarn et de la Dourbie », rappelle notamment P. Buffault, à ce sujet. « C'est presque toujours aux approches de l'équinoxe d'automne, en septembre, ou en octobre, que le phénomène se produit. Des masses d'air chaud, chargées des vapeurs de la Méditerranée, sont poussées par le vent du sud-est contre la chaîne des Cévennes et s'y accumulent en nuages épais. Au contact de ces montagnes élevées, elles subissent un refroidissement brusque et se résolvent en pluies. Il arrive que les couches d'air plus froides, poussées par les vents du nord et du nord-ouest, entrent en contact avec l'air chaud venant de la Méditerranée. Alors de vastes remous se produisent dans l'atmosphère. Des pluies diluviennes s'abattent sur toute la région, ne cessant que lorsque le vent du nord, plus puissant, a pu refouler, au delà de la chaîne des Cévennes, les nuages chargés de vapeur. Parfois le vent du sud (« vent marin ») l'emporte sur le vent du Nord dans ce terrible duel éolien. Les bourrasques s'étendent alors sur le versant océanique, y donnant lieu souvent à de véritables désastres » (Premier Congrès de l'aménagement des montagnes, 1906).
- 10 Déchiffrement et défrichement étant curieusement associés ici, dans un anagramme, comme le sont les termes de camisards et de maquisards, de dragons et de gardons.
- 11 Une station d'avertissement reste constamment sur ses gardes et s'attend à tout, allais-je écrire sans malignité. *Vade rétro Satanas !*
- 12 La ligne téléphonique était indispensable pour conférer aux données recueillies par l'observatoire un statut scientifique. La validation d'un énoncé ou de résultats dépend largement, en effet, de ce qu'en font les autres. Comme le rappelle B. Latour (1987, p.164), « même si vous avez écrit un article qui prouve de manière définitive que la Terre est creuse ou que la Lune est faite en fromage de Roquefort, cet article ne sera pas définitif, tant qu'il ne sera pas repris par d'autres et utilisé ultérieurement comme un fait établi. Vous avez besoin d'eux pour faire de votre article un article décisif [...]. Un énoncé dans le champ scientifique reste toujours risqué comme une balle au jeu de rugby. Si aucun joueur ne la reprend, elle reste simplement posée sur le gazon [...]. Le mouvement total d'une balle, d'un énoncé dépend, dans une certaine mesure, de votre action, mais davantage encore de celle d'une foule de gens sur lesquels vous n'avez pas prise. La fabrication des faits, comme le jeu de rugby, est un processus collectif ».
- 13 Archives départementales du Gard, 7M-840 et 7M-841, notamment.
- 14 « Le télégraphe de l'Aigoual ne servira pas tant que durera la période de construction de l'observatoire, précise toutefois G. Fabre, le 23 mars 1889. Jusque là, en effet, le poste de l'Aigoual ne sera pas ouvert au public, ne sera pas pourvu d'un agent-observateur télégraphiste et n'aura pas de télégrammes à expédier ».
- 15 Valleraugue est choisi comme point d'aboutissement de la ligne en raison de sa proximité géographique, mais aussi parce que cette localité est le centre d'un élevage important de ver à soie, dont la prospérité dépend beaucoup, à l'époque, des conditions météorologiques.
- 16 Cette allocation est destinée, dans l'esprit des forestiers, à n'avoir qu'un caractère très provisoire. « Dès que l'observatoire fonctionnera de façon définitive », explique G. Fabre, en mars 1889, « son bureau télégraphique sera classé au nombre des bureaux de l'État et les transmissions seront réglées par les règlements en vigueur ».
- 17 L'importance accordée à l'envoi de la dépêche m'a personnellement toujours frappé, comme si, en pays protestant, se dépêcher était une nécessité pour se soustraire au péché ou s'en laver. Dans l'esprit même des forestiers de la région, la dépêche n'est-elle pas, en effet, toujours associée à l'idée de salut ? « Rappelons, écrivait, à ce propos, G. Fabre, dans un rapport du 9 août 1890, qu'une dépêche, lancée de Mende, le 22 octobre 1866, par M. Le préfet de Lozère, quelques minutes avant la rupture des communications, sauva la vie à des centaines de personnes dans la partie basse de la ville d'Espalion. Ce souvenir est resté vivant dans la mémoire des populations de la Lozère. On se rappelle les

malheurs qui auraient pu être évités dans cette journée néfaste, si un service télégraphique avait pu prévenir à temps les vallées ».

18 G. Fabre multiplie les démarches auprès des communes pour obtenir leur concours financier : « Par sa situation géographique et les observations auxquelles il doit procéder, l'observatoire de l'Aigoual est appelé à rendre les plus grands services, non seulement du point de vue scientifique, mais aussi au point de vue pratique, par les indications et avertissements qu'il sera à même de fournir », écrit-il notamment au maire de Millau, en mai 1891. « En cas d'inondations, il n'est pas indifférent, en effet, aux riverains des cours d'eau torrentiels d'être prévenus, ne serait-ce que quelques heures à l'avance, de l'importance présumée d'une crue. L'observatoire de l'Aigoual pourra fournir ces renseignements, mais à condition d'être relié aux populations intéressées par le soin d'un fil télégraphique et téléphonique ». La commune de Meyrueis votera, en 1891, une subvention de 120 francs, celle de Millau une subvention de 700 francs.

19 Les lignes reliant l'observatoire de l'Aigoual au bureau de poste de Valleraugue et de Meyrueis étaient distinctes, passant toutes deux par la maison forestière de la Seyrède. Les poteaux, sur cette portion du circuit, étaient les mêmes pour les deux lignes. La ligne observatoire-Valleraugue, la plus courte, était considérée comme la ligne principale, la ligne observatoire-Meyrueis servant de ligne de secours.

20 Il s'agit d'un fil en fer, moins bon conducteur, mais plus économique qu'un fil en cuivre.

21 L'administration forestière construira néanmoins, en 1904, une ligne téléphonique reliant les maisons forestières de La Seyrède, Montais, Le Minier et Puéchagut. Elle installera, de même, en 1906, deux lignes reliant la maison forestière de Saint-Sauveur à celles de Canayères et de Camprieu. G. Fabre fera toujours valoir l'intérêt de ces lignes dans la prévention et la lutte contre les incendies.

22 Curieusement, l'observatoire de l'Aigoual a toujours bénéficié des progrès venant de la mer. En 1924, M. Nègre demandera des conseils à de Rouville, ingénieur en chef du service des phares et balises, pour protéger le bâtiment de l'humidité ambiante et remettra en état le câble sous-marin, avec le concours d'un officier de la Marine, membre de sa famille.

23 En voiture autotractée ou tirée par des chevaux, mais aussi à pied, grâce notamment à l'amélioration du sentier des « 4 000 marches » par le TCF, en 1903.

24 L'administration des Postes et Télégraphes fait savoir à G. Fabre que, « si elle devait accepter l'offre de l'Administration forestière au sujet de la ligne mixte reliant l'observatoire de l'Aigoual à Valleraugue et à Meyrueis, il lui faudrait faire procéder immédiatement à la révision de la ligne et au remplacement du fil qui devrait être doublé afin d'améliorer la qualité des communications. Les frais élevés qu'entraîneraient ces modifications sont sans compensation, car, jusqu'ici, les recettes constatées n'atteignent qu'une somme très minime. En raison de cette lourde charge qu'elle aurait à assurer, l'administration des Postes et Télégraphes ne peut accepter les propositions faites par le service forestier ».

25 La maison forestière de la Seyrède, qui est située à un noeud important du réseau, devient au tournant du siècle, le quartier général vers lequel convergent toutes les informations et d'où repartent les ordres. G. Fabre, qui y effectue de longs séjours, seul ou avec les membres de sa famille, fait valoir, en janvier 1902, les avantages qui en résultent pour la bonne marche du service. Tout en poursuivant, sur place, la surveillance des chantiers, il peut, en effet, continuer à correspondre avec les notaires avec lesquels il est en rapport pour activer les procédures des acquisitions qui sont faites pour le compte de l'État. « Nous n'avons que des éloges à décerner aux deux receveurs des postes, pour l'activité et la complaisance qu'ils déploient et pour l'aide qu'ils donnent au service forestier », conclut-il en réclamant le maintien de l'indemnité forfaitaire de 180 francs qui leur était jusque là annuellement accordée. G. Fabre déplore toutefois que l'absence de registre dans les bureaux de poste de Valleraugue et de Meyrueis, comptabilisant le nombre des communications reçues, empêche de répartir entre eux, de façon équitable, le montant de l'indemnité qui leur était versée.

26 Le téléphone devient, en 1904, le seul moyen de communication laissé à l'observatoire, le receveur du bureau de Valleraugue refusant désormais de recevoir la dépêche météorologique par la voie du télégraphe.

27 « M. le receveur des postes de Meyrueis se plaint d'avoir beaucoup trop souvent à recevoir et à transmettre la dépêche quotidienne de l'observatoire au bureau central de météorologie, alors que ce service officiel incombe au bureau de poste de Valleraugue, sauf le cas de non fonctionnement de cette dernière ». Or, la cabine téléphonique de Meyrueis n'est pas insonorisée. « La voix arrive si faiblement qu'on n'entend plus rien si quelqu'un entre, sort ou marche. Il faut prendre mot à mot, répéter et faire répéter. La transmission des observations faites au sommet de l'Aigoual demande plus d'un quart d'heure. Si Valleraugue ne doit plus prendre ce service, que l'on m'en charge ! Mais, dans ce cas, je réclame la totalité de l'indemnité versée et qu'on mette le téléphone en état ! [...] L'observateur du mont Aigoual, transmetteur de la dépêche officielle, a été chargé d'informer qui de droit, toutes les fois qu'une prétendue interruption sur Valleraugue l'obligerait à demander le passage de cette dépêche par Meyrueis. Cependant la transmission de la dépêche par Valleraugue devient une exception de plus en plus rare. Nous venons de constater sur place qu'elle a dû être effectuée par Meyrueis du 1er au 3 et du 23 au 24 Janvier et qu'elle a été faite par Valleraugue, du 4 au 16, du 20 au 22 et du 25 au 31 janvier. Il y a eu interruption les 17-18 et 19 janvier, par suite de la rupture de la ligne entre la Seyrède et l'observatoire. Pendant le mois de février, le service a été fait par Meyrueis, le 1^{er}, du 11 au 24 et du 26 au 28, et par Valleraugue, du 3 au 10 et le 25. La rupture du fil Seyrède-observatoire a causé une interruption, le 2 février. Quant au mois de mars, c'est Meyrueis seul qui a assuré jusqu'à ce jour le service de la dépêche officielle, Valleraugue n'ayant jamais répondu aux nombreux appels de l'observateur » (rapport du garde général E. Fabre du 23 novembre 1905).

28 « Le service forestier vient de vérifier toutes les lignes et les installations téléphoniques de l'observatoire, de la Seyrède et de Saint-Sauveur », lit-on ainsi dans un rapport du 27 mars 1905. « On ne saurait donc attribuer, sur le côté de Valleraugue seul, la cause du non-fonctionnement périodique de ces installations, alors que l'ensemble de l'entretien est assuré par le même personnel et avec le même soin ».

29 « J'ai l'honneur de vous informer, proteste le receveur incriminé dans une lettre adressée à ses supérieurs hiérarchiques, que tous les matins, j'appelle l'Aigoual de 8 h à 8 h 30, sans recevoir de réponse. Hier, j'ai appelé de 5 h 20 à 5 h 30 du soir et j'ai constaté une déviation normale du galvanomètre. J'ai appelé ensuite la Seyrède, mais sans succès, là aussi. Le galvanomètre dévie normalement. J'ai continué à appeler, ce matin, avec des fils volants, puis avec la pile du télégraphe, sans obtenir de meilleurs résultats. Il y a quelques jours, M. Pinel m'envoya une note me disant qu'il avait refait sa pile et mis un nouveau morse. Comme il m'avait donné rendez-vous à une heure indiquée, j'ai fait des appels, à cette heure, au téléphone et au télégraphe, mais n'ai reçu aucune réponse [...]. J'avais pourtant tout intérêt à ce que ce service marche bien puisque la station météorologique de l'Aigoual est l'oeuvre de mon oncle, le général Perrier, et que j'avais des remises sur les télégrammes reçus ».

30 L'expression utilisée étant peut être ici inappropriée.

31 L'Administration forestière devenant désormais l'abonnée du réseau central des PTT, sous réserve que « la ligne reliant l'observatoire au réseau de l'Espérou donne lieu au remboursement intégral des dépenses d'établissement et d'entretien, avec une majoration de 5% sur les seules dépenses de matériel ».

32 D'après un rapport de Prioton, garde général au Vigan, 15 mars 1922.

33 M. Nègre, qui sera nommé à la tête de la vingt-septième conservation, arrivera même à n'y faire jamais allusion, dans l'ouvrage paru en 1931 qu'il consacra au reboisement de l'Aigoual.

34 Archives départementales du Gard, 7M-625.

35 Sort cruel pour un forestier peu porté spontanément à manifester une grande affection pour la gent caprine !

36 cf. Nougarède *et al.*, 1985.